



Texte fondateur du collectif pour l'écologie sociale

Atteindre la justice sociale en rencontrant le défi environnemental

2007/12

COLLECTIF POUR L'ÉCOLOGIE SOCIALE

A l'aube du troisième millénaire, le phénomène de mondialisation semble consacrer le capitalisme et le marché libéralisé comme modèle unique de développement économique local, régional, étatique ou planétaire.

Malgré l'accroissement exponentiel des inégalités entre citoyens, peuples et continents et malgré l'évidence de la crise environnementale et l'impasse planétaire dans laquelle celle-ci nous précipite, certains ont d'ores et déjà proclamé la fin de l'histoire et des idéologies, l'aboutissement de la pensée politique et de la condition humaine.

Une conception d'un homme nouveau est en expansion, réduisant l'Être humain à un rôle atomisé et standardisé de producteur-consommateur dont l'unique valeur existentielle porte sur l'accumulation de biens et de services.

Face à ce triple constat, l'émergence et la diffusion effectives de doctrines et pratiques alternatives s'imposent.

En tant que progressistes soucieux de l'émancipation économique, sociale et culturelle de chaque individu, nous estimons que la justice sociale ne pourra être atteinte sans tenter de résoudre la crise de civilisation - existentielle et systémique - que sous-tend la question écologique.

La crise environnementale ne peut ni simplement servir de prétexte au renforcement du modèle socioéconomique dominant ni se résoudre à la régulation à la marge d'un nouveau capitalisme vert ou une écologie de marché. Les valeurs de justice et de solidarité, portées par les combats du mouvement syndical et les conquêtes politiques du socialisme, doivent sortir renforcées de ce défi. La crise écologique nécessite la mise en œuvre de politiques radicalement novatrices qui réhabilitent notre rapport fondamental à nous-mêmes, aux autres et à la nature.

La fondation d'une écologie sociale devrait se décliner sur les modes suivants

Une idéologie fondée sur l'activation de la citoyenneté par la défense et la promotion, au travers de la culture et de l'éducation, des valeurs de liberté et de responsabilité, d'autonomie et de solidarité, d'émancipation individuelle et d'intérêt général, de respect et de laïcité.

Une idéologie basée sur l'amplification des mécanismes de responsabilité et de solidarité internationales, sur la réhabilitation de la puissance publique et sur le caractère exemplatif - et par conséquent irréprochable - que les pouvoirs publics doivent assumer et revendiquer, notamment en matière de développement durable.

Il faut doter la communauté internationale et ses Etats d'outils de développement politique, économique, social et culturel volontaristes et efficaces, notamment via l'utilisation accrue d'indicateurs alternatifs de croissance ;

transformer la « loi » du marché international et lui soustraire un « tronc public » de biens et services indispensables pour assurer la dignité de chacun.

Réaffirmer l'importance du financement de la puissance publique, notamment au regard de son objectif prioritaire qu'est la redistribution des richesses au travers de l'impôt et de la sécurité sociale. Il faut orienter la politique fiscale sur les revenus du capital, les transactions spéculatives et les activités et les comportements polluants.

Révolutionner notre modèle de développement en analysant et questionnant ses impacts négatifs et le réorienter vers un ou plusieurs modèles de développement durable ; promouvoir la relocalisation de certaines stratégies économiques et la mise en œuvre d'une croissance qualitative à court, moyen, et long terme, ce qui suppose notamment la préservation de la biodiversité, la transformation radicale de la politique de l'énergie, des transports (tant locaux qu'internationaux), de la gestion des déchets et de la recherche scientifique.

En conclusion

Pour mettre -modestement mais sérieusement- toutes nos forces derrière cet objectif ambitieux, nous lançons le **Collectif pour l'écologie sociale** qui rassemblera **tous ceux et celles qui souhaitent assurer aux enjeux environnementaux et sociaux des réponses publiques progressistes**. En gestation depuis plusieurs mois, le travail de proposition et d'opinions que nous nous proposons de mener dans les prochaines années aura pour ambition de convaincre les progressistes de l'impérieuse nécessité de conjuguer concrètement défi environnemental et justice sociale, au-delà des clivages et des contraintes immédiates de nos organisations respectives

Les signataires souhaitent animer le Collectif en organisant les nombreux débats que notre société appelle. La politique de production de l'énergie, la consommation énergétique des bâtiments ou encore la publicité commerciale seront les premiers thèmes abordés par le Collectif.

Nous souhaitons rassembler pour ces débats -dans leur totale autonomie- les mouvements associatifs et les citoyens actifs dans ces domaines. Suivront des analyses, des prises de positions ou des visites de terrain et d'expériences. Elles serviront à nourrir les décisions pour que progresse dans notre pays, dans nos régions, dans nos communes l'écologie sociale et politique.

Henri Simons